

Cameroun/Troubles

Quatre militaires tués en zone anglophone

AFP
Yaoundé/Cameroun

Ce sont au total huit soldats qui ont été tués en un mois dans ces régions. Une nouvelle escalade vers l'insurrection armée.

QUATRE militaires ont été "assassinés" par des séparatistes présumés dans le sud-ouest anglophone du Cameroun, un nouvel incident qui porte à huit le nombre militaires tués en un mois dans ces régions et marque une nouvelle escalade vers l'insurrection armée.

"Quatre militaires ont été tués vers 2 heures du matin (dans la nuit de mardi à mercredi) dans la zone Mamfe", dans la province du Sud-Ouest, a affirmé à l'AFP une source proche de l'armée.

"Des assaillants ont attaqué un poste tenu par des éléments du Bataillon d'infanterie motorisée" dans une zone enclavée, a précisé cette source.

"Ils (les séparatistes) ont assassiné nos militaires", a confirmé une source gouvernementale.

Ce nouvel incident porte à huit le nombre de militaires camerounais tués en



Photo : AFP

La mort de quatre militaires marque une nouvelle escalade vers l'insurrection armée en zone anglophone. Ici la ville Bamenda, épice de la crise.

zones anglophones en moins d'un mois, dans des attaques attribuées par le gouvernement aux séparatistes anglophones.

Sur le plan politique, hier à Yaoundé, des députés du Social Democratic Front (SDF), principal parti d'opposition et anglophone, ont de nouveau perturbé les débats à l'Assemblée nationale, chantant, sifflant et dansant pendant un discours du Premier ministre Philemon Yang, selon des vidéos de l'incident.

Ils exigeaient que le problème des régions anglophones soit "posé sur la table" lors de la session parlementaire actuelle, consacrée à l'examen du

budget 2018, a expliqué à l'AFP l'un de ces députés SDF, Jean-Michel Nintcheu. Jeudi dernier, une séance parlementaire avait déjà été suspendue après une bronca des députés SDF sur le même thème.

La sécurité dans les régions anglophones du Cameroun, en proie à une grave crise socio-politique depuis un an, s'est considérablement dégradée en quelques semaines.

Depuis novembre 2016, la minorité anglophone du Cameroun - environ 20% des 23 millions d'habitants - proteste contre sa marginalisation, certains exigeant le fédéralisme, d'autres la sécession. Le ré-

gime de Yaoundé rejette ces deux options.

LYCEE BILINGUE INCENDIE • A mesure que les autorités camerounaises ont accru la pression sécuritaire et la répression des manifestations séparatistes, les rangs des sécessionnistes se sont étoffés ces derniers mois, en même temps que se sont multipliés les incidents : opérations ville-morte sévèrement réprimées, bâtiments officiels et écoles incendiés, etc... Sept bombes artisanales ont également explosé, sans faire de victimes.

Selon les autorités, des "terroristes" présumés ont incendié cette semaine le

palais de justice dans la localité de Batibo, ainsi qu'un lycée bilingue à Fontem. Observateurs et analystes ont exprimé leur crainte de voir la crise tourner à l'"insurrection armée", alors que les leaders séparatistes en exil appellent ouvertement à l'"autodéfense" et à l'action armée pour faire face à la "répression" des autorités. Les séparatistes appellent également à combattre ce qu'ils qualifient de "force d'occupation" : les milliers de policiers et soldats déployés sur place.

Couvre-feu nocturne, restrictions de mouvement et sévères mesures de contrôle des armes à feu ont été imposés dans plusieurs localités de cette région frontalière du Nigeria pour tenter de juguler la montée des violences. Les militaires mènent également fouilles, opérations de sécurisation et perquisitions dans les bastions sécessionnistes, réprimant violemment toute violation du couvre-feu.

Pour le think tank International Crisis Group (ICG), une insurrection est "en train de prendre corps", et les pièces du puzzle se mettent inexorablement en place pour que le Cameroun anglophone bascule dans la violence.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Présidentielle.** Ahmed Chafiq sera candidat

L'ancien Premier ministre égyptien, Ahmed Chafiq, qui s'était incliné à peine en 2012 face à l'islamiste Mohamed Morsi, sera de nouveau candidat lors de la présidentielle de 2018.

• **Soudan du Sud/Conflit.** Au moins 50 morts dans l'est

Au moins 50 personnes ont été tuées dans deux raids menés lundi et mardi par une milice tribale dans l'est du Soudan du Sud, derniers affrontements en date entre communautés pastorales de cette région.

A travers le monde

• **Birmanie/Religion.** Appel du pape à dépasser "préjugés et haine"

Le pape François a appelé hier les bouddhistes birmanais "à dépasser toutes les formes d'intolérance, de préjugés et de haine" dans un pays fustigé à l'international pour son traitement de la minorité musulmane des Rohingyas.

• **Corée du Nord/Missile.** Pyongyang, "Etat nucléaire"

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a déclaré hier que son pays était devenu un Etat nucléaire à part entière après avoir testé avec succès un nouveau type de missile capable de frapper n'importe où aux Etats-Unis

• **Etats-Unis/Politique.** Trump relaie des vidéos anti-musulmans sur Twitter

Donald Trump a relayé hier sur son compte Twitter une série de vidéos anti-musulmans publiées par un parti politique britannique d'extrême droite, suscitant des réactions indignées au Royaume-Uni.

• **Pays-Bas/Justice.** TPIY : un accusé avale une fiole "de poison" !

Le tribunal pénal international pour l'ex-Yougosla-



Photo : AFP

vie (TPIY) à La Haye a connu hier un véritable coup de théâtre quand un des accusés croates de Bosnie - Slobodan Praljak, 72 ans - a avalé du "poison", selon son avocat, au moment de son verdict (20 ans de prison), forçant le tribunal à suspendre son audience. Les soins qui lui ont été prodigués n'ont pu le sauver.

Zimbabwe/Poursuivi pour avoir tenté de renverser Mugabe

Le pasteur Evan Mawarire relaxé

AFP
Harare/Zimbabwe

LE pasteur zimbabwéen Evan Mawarire, qui était poursuivi pour avoir tenté

de renverser le gouvernement de l'ancien président Robert Mugabe en organisant des manifestations en 2016, a été relaxé hier à Harare.

"Il n'y a pas de preuves qu'il ait incité à renverser par la force le gouvernement" de



Photo : AFP

Le pasteur Evan Mawarire (à droite) après l'annonce de sa relaxe, hier : "J'espère que notre pays est en train de changer."

C'est arrivé...

Ivre, il prend le volant du petit train touristique

QUI n'a pas rêvé de prendre les commandes de l'un de ces petits trains qui sillonnent, à l'allure d'une fourmi chantante, les centres villes touristiques ? Samedi après-midi, un homme est passé du fantasme à la réalité. C'est qu'il était bien aidé par un taux d'alcoolémie conséquent, selon Nice-Matin.

Samedi donc, vers 16 heures, sur la plus célèbre des promenades, celle des Anglais, alors que le soleil perçait enfin, un homme profite de l'absence du chauffeur pour se glisser aux commandes de la longue chenille blanche et dorée. Et la démarrer. Il n'a pas le loisir d'aller bien loin : le chauffeur, qui attendait des clients, actionne en catastrophe le frein de secours. Puis il cavale jusqu'à la locomotive pour en extirper l'importun. Avec des manières toniques, tant son braqueur de petit train résiste. Ce qui n'était qu'un geste potache a cependant tourné à l'opération de police. Car sur la promenade des Anglais, depuis l'attentat du 14 juillet 2016, les forces de l'ordre n'ont pas le cœur à rire.

Entravé par le vrai conducteur du petit train, l'homme vociférait des mots incompréhensibles. Il a été placé en cellule de dégrisement sur-le-champ et sera auditionné. Cet homme de 24 ans, de nationalité polonaise, est inconnu des services de police.

à Nice (France)

l'époque, a déclaré la juge Priscilla Chigumba, de la Haute cour d'Harare.

"L'accusé est acquitté des deux chefs d'inculpation de sabotage d'un gouvernement constitutionnel. L'accusé est acquitté du chef d'inculpation d'incitation à la violence", a-t-elle ajouté. Cette relaxe intervient une semaine après la démission du président Mugabe, sous la pression de l'armée, de la rue et de son parti, la Zanu-PF.

Le vieil homme âgé de 93 ans a été remplacé par son ancien bras droit, Emmerson Mnangagwa, qu'il avait limogé début novembre de son poste de vice-président.

Le pasteur Mawarire, emblème de la fronde anti-Mugabe qui avait secoué le pays en 2016 avant d'être violemment réprimé, a salué hier la décision de justice.

"Toute cette histoire est absurde. Je n'aurais jamais dû être à la barre. Je n'aurais jamais dû être arrêté. Je n'aurais jamais dû être inculpé", a-t-il estimé.

"J'espère que notre pays est en train de changer", a-t-il ajouté, avant de mettre en garde le nouveau chef de l'Etat. "S'ils nous font ce que le gouvernement de Robert Mugabe nous a faits, nous leur ferons la même chose", a prévenu le pasteur. Lors de son discours d'in-

vestiture vendredi dernier, Emmerson Mnangagwa a promis d'engager le pays sur la voie de la démocratie. Mais son passé de fidèle du régime Mugabe sème le doute sur ses capacités à tenir cette promesse.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a espéré que la relaxe du pasteur Mawarire "marque un nouveau début pour le pays, où la répression politique qui a caractérisé le régime Mugabe ne sera plus tolérée".

"La tâche du président Mnangagwa est désormais de s'assurer qu'une nouvelle culture existe au Zimbabwe, où des voix autres que celles du gouvernement sont libres de s'exprimer (...) sans crainte d'être poursuivies", a poursuivi le directeur d'Amnesty international pour l'Afrique australe, Deprose Muchena.

La semaine dernière, la justice zimbabwéenne avait validé la légalité du coup de force de l'armée à l'origine de la chute de Robert Mugabe, suscitant des doutes sur son indépendance vis-à-vis du nouveau pouvoir.